ARRÊTÉ

DE RADIATION DES CADRES SUITE À ABANDON DE POSTE

(Fonctionnaire)

**DE M/MME ...........................................**

**GRADE ...........................................**

**Le/La Maire (ou le/la Président.e) de ………,**

**VU** le code général des collectivités territoriales,

**VU** le code général de la fonction publique,

*(Si fonctionnaire stagiaire)* **VU** le décret n°92-1194 du 4 novembre 1992 fixant les dispositions communes

applicables aux fonctionnaires stagiaires de la fonction publique territoriale,

**Considérant** que M/Mme .………, ……… (grade), est absent.e du service sans autorisation ni justification

depuis le …… et qu’il/elle n’a pas repris ses fonctions depuis cette date,

**Considérant** que M/Mme ………….. a fait l'objet d'une mise en demeure par lettre recommandée en date du

….. avec accusé de réception notifiée ……. de reprendre ses fonctions au plus tard le .............., et l’informant

qu’à défaut de reprise dans ce délai ou de présentation d’un justificatif valable, une mesure de radiation des

cadres pour abandon de poste serait prononcée à son encontre sans procédure disciplinaire préalable,

**Considérant** que M/Mme ………….. n'a ni déféré à cette mise en demeure, ni fourni de justificatifs

susceptibles d'expliquer son absence ou sa situation, ni fait connaître aucune intention avant l'expiration du

délai imparti, et qu'il/elle a ainsi rompu le lien qui l'unissait à l'administration,

**Considérant** qu’il est reproché à M/Mme ……… d’avoir manqué gravement à son obligation de servir,

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1ER**

A compter du …… (au plus tôt à la date limite de reprise fixée dans la mise en demeure), M/Mme ………,

………(grade), est radié.e des cadres pour abandon de poste et perd sa qualité de fonctionnaire.

**ARTICLE 2**

Le Directeur général des services / Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui

Sera notifié à l'intéressé

**Ampliation adressée au :**

- Président du Centre de Gestion

- Comptable de la collectivité

Fait à …… le …….,

Le/La Maire (ou le/La Président.e),

*(prénom, nom et signature)*

*OU*

Par délégation,

*(prénom, nom, qualité lisibles et signature)*

Le/la Maire (ou le/La Président.e),

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir, dans un délai de deux mois à compter de la présente notification, par courrier adressé au Tribunal Administratif de Nantes ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Notifié le .....................................

Signature de l’agent :